

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

PRÉFECTURE
DIRECTION de la COORDINATION des POLITIQUES PUBLIQUES
et de l'APPUI TERRITORIAL
BUREAU des INSTALLATIONS CLASSÉES, de l'UTILITÉ PUBLIQUE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
Section des INSTALLATIONS CLASSÉES
DCPPAT-BICUPE-SIC-ND-2017-118

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX (SIO)

Commune de ST LAURENT BLANGY

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DU PAS DE CALAIS

VU le Code de l'Environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

VU le décret du 16 février 2017 portant nomination de M. Fabien SUDRY en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 avril 2007 modifié autorisant la Société Industrielle des Olagineux (SIO) à exploiter un atelier de transformation de matières grasses végétales pour l'agroalimentaire, la cosmétique et la pharmacie implanté au 16 rue du Général de Gaulle, 62223 ST LAURENT BLANGY ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-10-65 du 20 mars 2017 portant délégation de signature ;

VU la visite d'inspection réalisée par l'Inspection de l'Environnement en date du 2 mai 2017 ;

VU le rapport de visite de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 6 juin 2017 ;

VU la lettre du 19 juin 2017 informant la SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX de la proposition de mise en demeure ;

VU l'absence de réponse à ce courrier ;

CONSIDERANT que l'inspection de l'Environnement a constaté que des dispositions de l'article 7.6.3 (Rétentions) et 7.6.7 (transports chargements déchargements) de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2007 modifié susvisé ne sont pas respectées;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre en demeure la Société Industrielle des Oléagineux (SIO) à ST LAURENT BLANGY de respecter les dispositions de l'article 7.6.3 et de l'article 7.6.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 avril 2007 modifié.

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

ARRETE :

ARTICLE 1er :

La Société Industrielle des Oléagineux (SIO) située 16 rue du Général de Gaulle , 62223 ST LAURENT BLANGY est mise en demeure, pour son installation sise à la même adresse, de respecter les dispositions suivantes :

Dispositions à respecter issues de l'arrêté préfectoral du 27 avril 2007 modifié	Échéance à compter de la notification du présent arrêté
<p>ARTICLE 7.6.3 – RETENTIONS</p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">–100% de la capacité du plus grand réservoir ;–50% de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p>	<p>3 mois</p>

<p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p> <p>ARTICLE 7.6.7 – TRANSPORTS CHARGEMENTS DECHARGEMENTS</p> <p>Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes son étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.</p> <p>(...)</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.</p>	<p>3 mois</p>
---	----------------------

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

Conformément à l'article L171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R421-1 du code de la justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX et dont une copie sera transmise à la mairie de ST LAURENT BLANGY.

ARRAS, le 21 JUIL. 2017

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint,

Richard SMITH



Copies destinées à :

- SOCIETE INDUSTRIELLE DES OLEAGINEUX
- Mairie de ST LAURENT BLANGY
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Inspecteur de l'Environnement à LILLE
- Dossier
- Chrono
- Affichage